

De la salle de cours à la salle de rédaction : les jeunes diplômés dans le champ journalistique ivoirien. Approche préliminaire.

From classroom to newsroom:
young graduate's in the Ivorian journalistic
field. An exploratory approach.

Aghi Auguste BAH

UFR Information Communication et Arts,

Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire ;

aghi.bahi@gmail.com

Resumo

Le champ journalistique ivoirien a fait l'objet de peu d'études et est mal connu. L'enfance de la pratique journalistique est le moment où s'acquièrent des savoir-faire et automatismes à réinvestir dans l'accomplissement quotidien du métier. Qu'advient-il des jeunes diplômés des écoles de journalisme et de l'enseignement supérieur lors du passage de la salle de cours à la salle de rédaction ? Au moyen d'entretiens compréhensifs individuels, l'auteur veut comprendre, dans l'enfance de la pratique du journalisme, comment l'interaction entre eux-mêmes et l'environnement professionnel produit le journalisme actuel en Côte d'Ivoire.

Mots-clé : champ journalistique – Côte d'Ivoire - identité professionnelle - socialisation secondaire

Abstract

The Ivorian journalistic field has been rarely investigated and remains rather unknown. The childhood of journalistic practice is the very period when a skills and professional automatisms are learned before being reinvested in the daily performance of the job. What about these young graduates during the passage from classroom to newsrooms? By way of in depth comprehensive interviews in this childhood of journalism practice, the author wants to understand how their interaction with the professional environment produces current journalism in Côte d'Ivoire.

Keywords: Côte d'Ivoire – journalistic field – professional identity - secondary socialization

Introduction : position du problème

La crise politique que vit la Côte d'Ivoire depuis le retour au multipartisme, elle-même exacerbée par la situation de guerre de septembre 2002, a mis l'accent sur le fait que le journalisme a une importance sociopolitique capitale. Hommes politiques, institutions internationales, acteurs de la société civile, individus ordinaires rappellent à la presse ses devoirs et le caractère délicat de sa mission. A quelques exceptions près (e.g. Koné 1998 ; Nda 1999 ; Bahi 2001, 2004 ; Nyamnjoh 2005), la vision principale des déclarations, études et écrits, tant politiques, « journalistiques » (Diégou 1995 ; UNJCI 1995, 1999 ; Dan Moussa 1996 ; OLPED 2001 ; Zio 2003), que scientifiques (e.g. Tudesq 1998, 1999 ; Blé 2000, 2006), sur ou évoquant le journalisme ivoirien, est plutôt normative. Cette normativité, récupérant la *doxa* dominante, en Côte d'Ivoire, sur l'ontologie et la téléologie du journalisme et de la presse, s'inscrirait dans le modèle normatif émergent de l'espace public politique (Habermas 1993). En outre, la presse est l'objet de discours passionnés de la part des journalistes eux-mêmes dont la propension à l'autocritique frise souvent l'auto flagellation collective, même si « la critique extérieure entraîne invariablement une levée de boucliers » (Ruellan 1992), laissant l'observateur dubitatif quant à l'avenir même de la profession.

Mais le « milieu » du journalisme ivoirien, en tant que lieu de production de l'information politique, reste peu et mal connu. Malgré le discours dominant sur les travers de la presse, des jeunes gens veulent encore exercer le métier de journaliste. En outre, le poids des institutions universitaires et para universitaires locales faisant office d'écoles de journalisme reste méconnu, l'insertion de leurs anciens élèves dans la profession ayant fait l'objet de peu de réflexion¹. Certes, la formation des futurs journalistes professionnels en Afrique suppose l'existence d'écoles de journalisme adaptées aux spécificités africaines, enseignant l'éthique de cette profession dans un contexte de démocratisation, et suscitant l'éveil critique des apprenants (Blé 2006 : 89-90). Mais une fois dégagée la « responsabilité socio-éthique » de telles écoles, la question concernant l'activité même de la presse au quotidien reste entière. Le flou persiste autour de l'accès au métier en Côte d'Ivoire, particulièrement celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Or l'« enfance » de la pratique journalistique est le moment où s'acquièrent des outils utilisables dans l'accomplissement quotidien du métier. La question est alors de saisir ce qu'il advient de ces jeunes lors du passage de la salle de cours à la salle de rédaction ?

Notre démarche compréhensive, attentive aux raisons des jeunes diplômés eux-mêmes, s'inscrit dans la théorie des champs sociaux (Bourdieu 1996, 2002, 2005 ; Benson et Neveu 2005) : le champ est un espace social où des agents sociaux, composant un jeu de

positions et de forces sont en concurrence pour le contrôle des biens rares qui constituent différentes formes de capital. En son sein, les acteurs² veulent investir et augmenter leur capital afin de renforcer leurs positions. S’y déroulent alors des luttes pour le contrôle du champ qui constitue ainsi une structure contraignante structurant l’action. En tant que jeu, le champ suppose *ipso facto* des règles et le sens du jeu³, en somme des interactions et une interdépendance entre les acteurs (Elias 1981 : 108-111). La notion d’acteur situant l’individu au cœur de l’action (Crozier et Friedberg 1987), il s’agit de comprendre comment l’interaction entre ces jeunes et l’environnement professionnel produit le journalisme actuel ?

Outre les raisons individuelles de leur engagement dans le journalisme, cette question pose frontalement le problème de la socialisation journalistique. Conçue en termes stratégique et communicationnel, cette « socialisation secondaire⁴ » suppose l’intériorisation d’un sub-univers institutionnel et l’« acquisition de connaissance spécifique et de rôle, les rôles étant directement ou indirectement enracinés dans la division du travail » (Berger et Luckmann 1996 : 189). L’immersion dans le « monde vécu » (Dubar 2004 : 142) du journalisme, univers symbolique et culturel autant qu’un « savoir » (construit) sur le journalisme, réalise cette socialisation spécifique. D’abord, comment vivent-ils le journalisme ? Ensuite, comment se structure leur identité professionnelle ? Enfin, en quoi tout cela modèle-t-il leurs propres pratiques journalistiques ?

Terrain et méthode

La population des journalistes et assimilés, en majorité masculine est surtout localisée à Abidjan qui concentre l’essentiel des entreprises de presse⁵. Ce travail exploratoire est une approche indirecte des salles de rédactions par une enquête par entretiens auprès de huit jeunes récemment recrutés. Agés de 28 à 37 ans, issus de la Presse écrite privée, de la radio et de la télévision, ces informateurs couvrent un éventail assez large de « cas de figure » : deux stagiaires⁶, deux CDD⁷, trois CPTSE⁸, un CDI⁹. Trois d’entre eux changent de statut en cours d’enquête : deux d’entre eux passent de stagiaires à CDD, tandis que le dernier stagiaire obtient un CPTSE.

Ce matériau compose un corpus *ad hoc* obtenu par entretiens semi directifs souples, ethnographiques par excellence, sur un terrain sous contrôle partagé (Copans 2005 : 70). Ces entretiens, sortant des cadres stéréotypés de l’enquête, empruntaient souvent à l’entretien compréhensif exigeant du chercheur souplesse, engagement et empathie (Kaufmann 2001 : 47-53) et qui, à bien des égards, tournaient à la conversation sympathique, propice à une

expression plus libre de l'informateur. Les entretiens abordaient les thèmes suivants : les raisons de ces jeunes pour le choix du métier de journaliste ; leur propre situation actuelle dans le champ journalistique ; leur conception du journalisme professionnel ou du professionnalisme journalistique ; leur vision de la confirmation et de la réussite dans le champ journalistique ; leurs expériences, vécues ou vicariales (Moles et Zeltman 1971 : 122), des rapports avec les politiciens ; une projection sur ce qu'ils envisagent de devenir, leurs trajectoires imaginées dans le champ journalistique. Ces entretiens, conduits sur une période assez longue allant de juillet 2006 à juillet 2007, sont possiblement victimes des aléas de l'actualité politique. Mais les intervalles entre les entretiens ayant été mis à profit pour approfondir la réflexion théorique, il s'agit de « contribuer à l'intelligibilité des conduites et des discours observés grâce aux enquêtes empiriques » (Schnapper 2005 : 93). Nous exposerons les résultats de ces entretiens avant d'en tirer quelques enseignements dans une discussion conclusive. Pour préserver leur anonymat, les noms des enquêtés ont été changés. Leurs mots sont retranscrits entre guillemets et en italiques.

I. Le journalisme vécu par les jeunes diplômés

A. Positions et relations dans le champ

La situation individuelle de ces jeunes diplômés est précaire, que ce soit dans la presse privée ou dans les médias d'Etat. Ces jeunes enquêtés sont souvent étudiants à l'université en même temps que stagiaires « ordinaires » dans un journal. Cette situation affecte certainement leur vision du journalisme et leurs conclusions. Les stagiaires « ordinaires » n'ont le plus souvent ni rémunération ni indemnité quelconque de transport et font partie des soutiers des rédactions. « *Je travaille à [la] place [d'un responsable de magazine] alors qu'il est pourtant payé pour le faire. En plus, je n'apprends jamais rien de lui* » (Koffi). Théoriquement, les stages n'excèdent pas six mois. Mais la réalité des journaux privés en particulier est différente, la durée des stages étant extensible.

Quant aux CCD, leurs revenus sont modestes et, dans de nombreuses structures, restent aléatoires. Rares seraient ceux qui paient régulièrement les salaires, les déclarations (des travailleurs) à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, s'acquittent de leurs impôts, etc.

« *Dans la presse privée on ne respecte pas la convention [collective] (...) les critères pour les salaires c'est le niveau minimum BAC + 3 ou avoir fait une école de journalisme, on est payé*

au minimum à 180 000 FCFA ». Mais, en Côte d'Ivoire, « les journalistes ont un salaire très bas. Quelques fois ils ne sont pas payés. Les arriérés de salaires, c'est très récurrent » [Il cite le journal qu'il vient de quitter] « les salaires du mois passé (ne) sont pas payés et le plus souvent c'est le tiers ou rarement la moitié... ou différé au mois suivant » (Frédéric).

Le secrétariat de rédaction est un bon exemple de tâches difficiles et sensibles confiées à des novices : toilettage des textes, montage des publicités en fonction du plus important, faire respecter les « deadlines » de production, « couvrir les infos de dernière heure... c'est une tâche ingrate... tout le monde le dit, mais c'est vrai. C'est vraiment ingrat. On est aussi correcteurs. On fait des corrections de personnes qui souvent n'étaient pas au niveau » (Pierre). Ces jeunes doivent le plus souvent apprendre à se débrouiller, et leur stage peut connaître des fortunes diverses : « Quand je suis arrivé, je n'ai pas bénéficié d'encadrement en tant que tel. Je pensais que j'allais être confié à quelqu'un. Le Rédacteur en Chef m'a demandé de m'intégrer, de bouger ». Un journaliste qui « l'appréciait », « par gentillesse », l'a aidé à ses débuts. Puis il a dû s'« accrocher à d'autres [journalistes] pour apprendre davantage (...) je suis accrocheur, je me suis battu ». Dans cette obstination, il pense être « tombé sur des personnes bonnes », avant de conclure : « C'est peut être aussi parce que je suis poli, parce que les personnes avec qui j'ai travaillé, n'acceptent pas tout le monde » (Koffi).

Les relations avec les anciens de l'entreprise sont difficiles et complexes. Les anciens jouent un rôle d'encadreur. « Tu dois les appeler 'Chef', à cause de l'expérience qu'ils ont, et parce qu'ils vous encadrent. Moi, je l'ai d'abord fais par imitation. Je ne n'ai pas cherché à savoir pourquoi, c'est la coutume là-bas » (François). Les stagiaires, très « exploités », sont utilisés « à 200% » (Ramata). Ils se plaignent beaucoup d'injustices et d'exploitations voire, pour les jeunes femmes, de harcèlement sexuel. « C'est peut être parce qu'elle est la seule à la Rédaction. Moi, je lui ai dit d'être intelligente. Il faut refuser intelligemment, avec la manière. Il y en a même un qui voulait passer par moi. Vu ma réticence, il a pensé que je défendais mon cas » (Hamadou).

Les jeunes déplorent souvent des rapports « complexes », et même l'existence de « clans ». Dans cet univers où chaque « grand » a ses « petits », il faut éviter d'être mal vu par ses supérieurs hiérarchiques directs. Les jeunes interrogés font état de favoritisme, de partialité, de la part de leurs chefs de service. Ces inégalités s'expriment dans l'attribution des tâches (certaines étant plus ingrates que d'autres) et des gratifications ou des retenues qui les accompagnent. Bien souvent, ces jeunes journalistes sont obligés de « jongler avec les

per diem » donnés par la structure qui invite à couvrir une manifestation qu'elle organise. Souvent, le chef de service fait lui-même « *les reportages où les per diem sont plus élevés (...) il sélectionne et il redistribue les restes aux autres donc il faut être bien vu. On est suspendu à ses lèvres parce que c'est de l'argent on lui est redevable de ça.* » (Frédéric). Par ailleurs, l'attribution d'un reportage ne serait pas désintéressée mais implique une rétrocession de parts : « *Quand un ancien, un des chefs t'envoie faire un reportage à sa place, il attend que tu lui fasses le compte rendu du reportage, mais aussi le compte des per diem.* » (Hamadou). Pour des stagiaires, non salariés et dans une situation précaire, ces *per diem* aident parfois à subvenir au transport et à la nourriture. Étant donné la faiblesse des infrastructures des entreprises de presses, les *per diem* permettent donc d'assurer le déplacement.

La décision d'affectation des reportages, et conséquemment du partage des *per diem*, dépend de l'autorité du responsable du service. Elle met en scène son pouvoir sur les autres et serait affective et relationnelle. « *Quand tu entres [dans le journal] ... si ta tête lui revient [au chef], vous sympathisez, c'est toi qu'il va envoyer sur le terrain [en reportage]. Il y en a qui ont leurs bons petits.* » Et ce même quand le « bon petit » du chef de service, incapable « *de faire une phrase logique et sans fautes* », « *n'est pas au niveau* » requis pour être journaliste. « *Donc à la limite c'est moi qui réécris son papier, mais c'est lui qui va en reportage* », donc qui bénéficie des « *per diem, des opportunités des connaissances [et] des honneurs* » (Frédéric). Les rapports entre eux-mêmes jeunes sont mis à rude épreuve. Chacun, en tant qu'individu, pense à son avenir : être embauché, obtenir un CDD ou, au pire, renouveler son stage. Chacun use de ses relations et la méfiance s'installe : telle a « *son grand- frère qui connaît le DRH* », telle autre « *est courtisée par le Chef de tel service* » (François). Les règles du jeu, fatigantes, stressantes, semblent être acceptées avec raison ou résignation : « *ça participe à la formation* », « *on va faire comment ?* ». En outre, cette situation est légitimée par une comparaison fataliste avec la corruption dans d'autres milieux, tel celui de la police : « *Les policiers rackettent... Les journalistes (il ne termine pas sa phrase)... Si l'on n'y prend garde, ça va tuer le journalisme* » (Hamadou).

B. Expériences des relations entre journalistes et politiciens

Les personnes interrogées n'ont pas toutes eu de rapports avec des politiciens. L'influence des hommes politiques – entrepreneurs politiques – sur les journalistes, est déjà amorcée par l'enjeu des *per diem*, dans les luttes de pouvoir et les stratégies de ces jeunes.

Elle engage donc la dépendance morale, au-delà de la dépendance financière du bénéficiaire du *per diem* vis-à-vis du bienfaiteur, du récipiendaire vis-à-vis du donateur. Les périodes électorales font augmenter les *per diem*. A les écouter, un homme politique avisé « *a toujours son bon petit dans un journal* ». La contrepartie financière intéressante d'un tel homme providentiel pour lequel travailler fait « manger » le journaliste : « *Quand le petit va en reportage, il lui donne pas moins de trente mille francs. Alors, quand le petit fait l'article, c'est un véritable atalaku*¹⁰ » (Salimata).

De façon générale, le *per diem* est quasiment devenu une loi. « *Les organisateurs [de manifestations] sont toujours préoccupés par le transport des journalistes* » (Afiba) et l'on ne sait si cette préoccupation est désintéressée ou pas. Du *per diem* aux « petits cadeaux » ou à la « grosse enveloppe », il n'y a qu'un pas... où se profile la « dépendance » des journalistes vis-à-vis des hommes politiques. Les enquêtés estiment *a priori* anormal cette relation de dépendance des journalistes du plus haut niveau des élites journalistiques à celui des soutiers des rédactions. L'amitié entre hommes politiques et journalistes, plus précisément « *l'amitié c'est-à-dire les relations personnelles avec un homme politique qui viennent en aide financièrement (...) est vécue [par les autres, l'entourage] de façon problématique...* ». Un enquêté prend l'exemple d'un journaliste qui a eu un accident de la circulation. L'épouse du chef du parti politique dont ce journal est proche « *est venue à son chevet à l'hôpital et lui a remis une enveloppe. Cela a été relayé par Le Patriote lui-même* ». Le journaliste en question lui est donc redevable de cette aide financière (Pierre). L'enquêté a bordé la question avec son patron « *qui a marqué sa désapprobation* » mais a aussi « *mis la faute sur les difficultés économiques du journaliste* », a fait preuve de « *compassion pour le confrère journaliste* » mais a estimé que « *ce genre de choses devait se faire dans la discrétion* ». Ainsi la morale est sauve et tout le monde en est quitte de l'éthique...

Dans certains cas, ces jeunes se montrent compréhensif et pleins de sollicitude : « *Pour une personne intègre, qui a été bafouée... il est bon de restaurer son image, car c'est une injustice... le journaliste est un peu la voix des personnes bafouées, le journaliste doit traduire la vérité* » (Pierre). Là, à ce niveau, dans leur entendement, le journalisme a en quelque sorte un rôle de justice sociale et le journaliste serait une sorte de magistrat...

Cette période d'élections à venir laisse présager un regain de relations entre journalistes et politiciens. Il semble que cela soit souhaitée de part et d'autre, partagé. Les uns et les autres se rendant des services, un donné pour un rendu, de sorte que savoir qui manipule l'autre est difficile. « *Mais les politiciens ont toujours le dessus. Je te donne l'exemple de [untel] qui était à Notre Voie, lorsque le FPI et le RDR avaient fait alliance. Lorsqu'il y a eu le clash, le*

même qui écrivait pour le FPI, écrit désormais pour le RDR, contre le FPI. Tu vois qu'ici, on change au gré du plus offrant. Et c'est un peu ce qui se passe en Côte d'Ivoire. Les journalistes sont à la merci des politiciens par leur propre faute » (Hamadou).

Même lorsqu'ils en ont été témoins, les relations entre journaliste et politiciens restent ineffables, secrètes. En effet, connaître des personnalités politiques, souvent intimement, est un gage d'entrée dans le « milieu » politique « bien informé » et facilite l'obtention de certaines informations.

C. Commentaires

Les stagiaires sont un peu des sortes d'amateurs, à tout le moins des pré-professionnels travaillant au rabais ou bénévolement. Tous les journalistes ne sont sûrement pas avides de *per diem*. Certains d'entre eux en laissent pour les stagiaires non rémunérés dont ils comprennent la situation difficile. Mais le *per diem*, parce qu'il touche directement au pouvoir financier, est un moyen d'exercice du pouvoir, un moyen de contrôle et de domination des responsables sur les jeunes (journalistes) au sein de la rédaction. En même temps, il alimente la représentation du pouvoir, et crée des rapports clientélistes à l'intérieur du journal entre un « grand » et « son bon petit ». Ces inégalités, expriment les rapports de pouvoir entre les aînés et les cadets, et la domination des premiers sur les seconds. Tout cela tend à brouiller les rapports horizontaux de camaraderie et même d'amitié entre ces individus de même génération.

Au sein de ces structures, les jeunes enquêtés, sont dans une situation de précarité ou en position précaire (au regard de l'emploi et de la rémunération) et sont donc des individus parmi les plus dominés du champ journalistique. Ces stagiaires en particulier sont un peu des « hommes à tout faire » dans les structures qui les accueillent. Bien qu'étant dans cette position dominée, certains stagiaires voient eux-mêmes leur stage comme « un tremplin ». La période de stage, concluante ou non, est bien vécue comme une entrée dans « la vie active ». Elle confère une certaine manière de statut à l'individu, qui n'est plus un simple étudiant, mais qui « *djobe* ». Et, bien qu'il n'y ait « rien dedans », pas d'argent pour ce qu'ils font, le sentiment d'être dans l'antichambre du monde du travail est fort.

Ainsi, c'est lors de cette période d'imprégnation et d'apprentissage concret du métier que ces rapports s'installent, se valident et se normalisent. Cela s'illustre bien avec la question des services qu'hommes politiques et journalistiques peuvent s'échanger. Ces expériences peuvent être « vécues » et/ou « vicariales ». Les journalistes, dont les salaires sont bas, sont

les dominés de l'ensemble des champs du pouvoir. Les stagiaires et temporaires, en situation de précarité, sont, dans le champ, dépendants des aînés eux-mêmes souvent dépendants d'entrepreneurs politiques. Les jeunes journalistes présenteraient des dispositions à agir conformément à la logique d'un champ journalistique dominé par le champ politique. Dans la conscience de ces jeunes, les politiciens restent bien souvent les ordonnateurs du jeu. Et, dans le registre du politiquement correct, ces jeunes journalistes eux-mêmes sont prêts à rendre service. Que cet élan s'inscrive dans une logique du don ou dans une logique marchande, le résultat du jeu reste identique.

II. Formation de l'identité professionnelle des jeunes diplômés

A. Représentation du professionnalisme journalistique

A bien des égards, il est concevable que le rapport de ces jeunes diplômés au monde du travail journalistique soit marqué par un choc culturel. Les « écoles de journalisme » ne se situent qu'à la lisière du champ journalistique et ces jeunes passent le plus souvent de l'illusion de devenir des « intellectuels », à la réalité de l'apprentissage du métier sur le site où ils se prolétarisent... Cependant, il importe de dépasser cette vision : les écoles facilitent l'accès au journalisme, préparent les futurs acteurs du champ journalistique aux médias généralistes et à la presse quotidienne, et surtout au journalisme politique jugé plus légitime et plus noble que les autres journalismes ; mais elles ne garantiraient pas une trajectoire positive dans le champ journalistique comme la pratique quotidienne du métier et les conditions économiques des exerçants comme semble l'indiquer.

La formation des journalistes n'échoit pas uniquement (exclusivement) aux « écoles » de journalisme mais aussi aux entreprises médiatiques elles-mêmes. Certains médias importants organisent de courtes formations (3 à 5 jours) formations intra-muros ou extra-muros, de perfectionnement de leurs agents, dont les jeunes, stagiaires, CPTSE ou autres nouveaux entrants, sont rarement bénéficiaires. C'est au contact des autres journalistes, plus anciens et plus chevronnés, que se fait l'apprentissage véritable du métier. Le nouveau est plus chaperonné qu'encadré. Il existe, dans les rédactions de journaux, un parcours type allant de soi : le stagiaire commence d'abord par les services « Sport », « Culture », « Société », « Economie » et enfin « Politique ». En principe, il devra faire ses preuves en allant des moins dangereux aux plus risqués politiquement... Au bout de quelques temps, ces jeunes formés sur le tas, peuvent « encadrer » les plus néophytes qu'eux. *« A la rédaction, je peux dire que*

je suis le doyen des stagiaires. S'ils ont des difficultés, les responsables les orientent vers moi (...) je leur apporte ma petite expérience » (François).

Le professionnalisme est perçu comme une protection contre les politiciens. « *Il faut être professionnel. Car, en l'étant, les politiciens te craignent* ». Il cite le nom d'un grand journaliste ivoirien (*Hamadou*). Cette idée nourrit celle du « pouvoir » du journaliste (cf. infra). Certains enquêtés notent un refus global du champ journalistique ivoirien de changer : « *C'est tout un système qui est place. On ne peut pas le bouleverser du jour au lendemain comme ça. Les jeunes journalistes s'adaptent pour ne pas être en porte à faux avec ce qu'ils ont constaté sur le terrain* » (*Afiba*).

Il est donc certain que leur entendement actuel du journalisme professionnel ou du professionnalisme journalistique de qualité a évolué depuis leur sortie de l'école. Pour les jeunes filles interrogées, le journaliste est mieux vu que le professeur, qui, au primaire, au secondaire ou au supérieur, aurait vraiment mauvaise réputation¹¹. En tant que jeune femme, elle est effrayée par ce qu'elle entend dire du « droit de cuissage à la RTI » même si elle dit n'en avoir pas été victime personnellement. Le professionnalisme se décline clairement au niveau collectif (la structure qui emploie) et au niveau individuel. Au niveau collectif : loin de « *couvrir les informations au jour le jour* », à qui mieux mieux, il s'agit plutôt d'un bon traitement de l'information, de bonnes préparations des articles, de bonnes sources d'information, de véritables investigations, des enquêtes financées... Selon eux, le professionnalisme n'est possible qu'avec un statut indépendant, réellement digne de « *respect* » : « *des journaux qui observent un respect scrupuleux des normes journalistiques. Les faits, la justesse, la pondération, la mesure...* » (*Pierre*). Au niveau individuel, un agent passionné et rigoureux dans son travail donne une image du « professionnalisme » : « *Tu peux ne pas être un as, mais si tu suis ces règles, tu deviens professionnel [il cite une de ces chefs de service]. Elle a été primée aux « Antennes d'Or ». Elle va bientôt recevoir un prix que lui décernent le BICE¹² et le réseau des ONG pour enfants, pour tout le travail qu'elle abat* » (*Koffi*).

C'est aussi pourquoi aller en reportage est investi de significations capitales : confirmation au poste, opportunités d'apprentissage, de faire des rencontres intéressantes, de gagner un peu d'argent. Quelques illustrations : « *je bénéficie de la confiance du chef de service* » ; « *la confiance est méritée par tes écrits parce que c'est sur ce terrain là qu'on te juge* » ; mais il faut un certain temps pour y parvenir « *je dirais au bout de cinq reportages au maximum le chef de service sait déjà à qui il a affaire, il connaît ton niveau. Si ton travail est reconnu, tu vas régulièrement en reportage* » (*François*).

Expérience, compétence, talent et passion résument l'idée que se font ses jeunes de la réussite dans le milieu... la carte de presse (même provisoire) représente bien souvent à leurs yeux une étape franche de reconnaissance de la structure qui les emploie et contribue à construire leur identité pour soi et pour les autres. Les stagiaires changeant de statut nous montrent fièrement leur « carte de presse », un badge plastifié déclinant leur identité avec l'inscription « PRESSE » écrite en lettres capitales rouges.

La pratique des pseudonymes, dont ils sont témoins et souvent participants, est vécue difficilement par certains enquêtés. « *Ces personnes qui publient des articles [sous de faux noms] ont-elles seulement une fois été convoquées devant le Conseil National de la Presse ?* » ; « *Ont-elles seulement un visage ? Une responsabilité ?* »... s'interrogent-ils ? En outre, un des jeunes interrogés, précédemment au centre d'un petit scandale médiatique, a été renvoyé de son journal. Mais, la réputation qu'il s'est fait fut un capital symbolique utile pour le nouveau poste qu'il a eu quelques semaines plus tard. En intégrant ce nouvel environnement, il apprend des choses nouvelles, même si une bonne part des pratiques en cours dans le milieu est quasiment identique...

B. La confirmation et les figures de la réussite

Dans leur entendement, la confirmation au poste de travail, variables selon les rédactions, est un mix d'ancienneté, de régularité, de responsabilités au sein de l'entreprise. Elle dépend « *des qualités personnelles, des relations* », de l'expérience acquise par « *les années d'exercice du métier* » au moins « *cinq ans d'imprégnation [professionnelle] et puis cinq autres années* » (Pierre). Mais la confirmation équivaut aussi à un statut et à un traitement salarial : en réalité, le stagiaire a une carte de presse provisoire qui lui permet de couvrir les événements sur le terrain. Une fois confirmé, il obtient une carte définitive. « *Le statut de journaliste est encore au stade de projet de loi. Concrètement, une fois dans une entreprise de presse, on a trois mois pour être jugé* » (Sylvie). Après ce délai, le contrat dépend d'abord du besoin de main d'œuvre et ensuite des capacités du candidat. Le CDD est une étape vers cette confirmation et l'achèvement est le CDI, qui fait passer du provisoire au définitif, de la précarité à la sécurité.

Ces nouveaux entrants ont des modèles dans le champ journalistique. La réussite est balisée par ces figures qui représentent la possibilité de réussir. Ils citent tous des noms de journalistes qu'ils admirent indépendamment de la structure où ils se trouvent et de la « *génération* », « *ancienne* » ou « *nouvelle* ». Ces « *brillants intellectuels* » leur « *ont donné*

envie de devenir journaliste » (Pierre). Souvent, c'est principalement la prestance, l'habillement, l'élocution, que la télévision permet de percevoir... qui ont suscité l'admiration du jeune et que les a marqué : « Ils avaient une façon de présenter le journal qui me plaisait énormément... la manière d'être, de faire, les gestes, la mimique... Ils m'ont inoculé les gênes du métier » (Frédéric). Une idée de la réussite sous-tend aussi cette admiration. Un journaliste qui a réussi c'est par exemple : « présenter le journal en français sur une chaîne [de télévision] sud-africaine... je pense que c'est la réussite. On peut dire qu'elle a réussi » (Ramata) ; « Je ne rate jamais leur temps d'antenne, c'est une école. Je les admire, mais je ne me suis jamais approché d'eux. Ce sont des grands chefs » (Koffi).

Le prix Ebony par exemple récompense les meilleurs journalistes ivoiriens. Mais, dans le champ journalistique ivoirien, ce prix n'a toujours pas de consensus sur les critères d'appréciation et de nomination des récipiendaires, ainsi que dans son organisation. Encore controversé, il ne constituerait pas encore, pour tous, une figure de la réussite. Les jeunes interrogés, quant à eux, en apprécient tous le principe. Les mérites des journalistes doivent être reconnus à leur juste valeur et ce prix peut aider à rectifier leur image publique. Le journaliste serait encore vu par beaucoup comme un « *bana bana*¹³ ». Pour eux, le prix Ebony « peut aider à modifier le comportement, à stimuler les journalistes ». Il permet de « détacher les journalistes de la logique des partis [politiques] ». A titre individuel tout au moins, le prix Ebony « c'est la consécration » (Pierre), « c'est des choses auxquelles nous rêvons » (Frédéric). Le nom du dernier gagnant de ce prix était ainsi régulièrement cité comme exemple par tous ces jeunes. Même s'il ne fait pas toujours l'unanimité, ce prix leur est donc acceptable dans sa forme actuelle.

C. Raisons de leur engagement et trajectoires imaginées dans le champ

Il existe certainement une part de rêve dans le choix du métier de journaliste. *Ramata*, qui rêve de « voyages » et de « découvertes », souhaite devenir « Reporter TV » ou « présentatrice du journal télévisé ». Le journalisme pour elle représente la « vie publique » donc quelque part « les problèmes ». Le choix d'un de ces métiers du journalisme est souvent présenté par les répondants comme une vocation déjà ancienne remontant à leurs années de lycée, voire même à l'enfance : « j'ai des témoignages de ma mère... au moment où les autres enfants se précipitaient vers le Club des petits¹⁴, moi je restais plutôt devant le journal télévisé même si je finissais par m'endormir devant » (Frédéric). A l'école primaire, tel autre était le meilleur en lecture et en poésie. Le maître d'école a dit à son père qu'il pourrait

devenir journaliste : « *Mon père m'a dit qu'il fallait donc que je fasse au moins des études universitaires. J'ai capté cette phrase du maître, et j'ai commencé à y croire, m'y intéresser. Lorsqu'on me demandait ce que je voulais être, je répondais journaliste* » (Koffi). Plus tard, il a toujours participé à des initiatives telles que Club Journal, journal du collège, etc. Il rêvait de travailler à la Radio : « *J'aime l'information, être le premier à apporter une nouvelle aux autres... Le journalisme, c'est un métier de contact. Aujourd'hui, tu peux être à la Présidence, et demain à Gobélé, où tu peux couler des larmes face à une situation. C'est ça le journalisme ; ce métier là m'attire* ».

Il s'agit bien souvent de l'exposé de valeurs professionnelles au centre desquelles se situe l'importance de l'« *amour* » voire de la « *passion* » pour le journalisme. Par ailleurs, expliquer les raisons de leur engagement actuel dans le champ journalistique équivaut aussi chez les jeunes diplômés interrogés à définir le journalisme en rapport avec son pouvoir : « *Le journalisme c'est faire un témoignage au quotidien et utiliser ce témoignage pour servir les contemporains. Je crois que le journalisme n'est pas le quatrième pouvoir comme on le dit mais plutôt le premier pouvoir. Les journalistes font et défont ceux qui détiennent le pouvoir ! Je me rends compte que le journal est une bombe ! C'est un pouvoir que nous tenons en main et qui peut être utilisé à bon escient ou non* » (Frédéric).

Chez ces jeunes, l'idée de la presse comme « quatrième pouvoir », et par extrapolation celle du « pouvoir des journalistes », semble être un déterminant de l'engagement dans la profession. Cette idée de pouvoir est renforcée par les mythologies en cours dans le champ et par ce dont ils font l'expérience vicariale.

En tant qu'étudiant, beaucoup d'entre eux souffrent de privation de travail salarié qui leur assurerait une reconnaissance sociale. Cette situation est une atteinte à l'estime de soi, et induit des relations difficiles avec autrui. Pour ces jeunes, « *fatigués de rester comme ça [à ne rien faire] chez les parents* », le stage, sas d'entrée dans le champ, est alors un « *tremplin* », un début de construction d'identité au travail et même de reconnaissance sociale. Le fait de s'investir dans les activités du journal est une quête de reconnaissance. Celle-ci est au mitan de la construction de sa propre identité professionnelle. « *C'est pas pour l'argent* », avec l'espoir que cette reconnaissance des compétences professionnelles sera concrétisée. « *J'attends mon heure pour effectuer mon métier de journaliste, que ce soit ici ou ailleurs* », « *j'estime que je n'ai pas fini d'apprendre* », « *je sais que la boîte a des problèmes en ce moment* », (François). Ils ne se plaignent donc pas en se disant que cela ira mieux. Ici, l'idée d'antichambre du journalisme est forte : « *Je ne peux pas dire que je l'exerce pleinement, parce que je suis encore stagiaire* ». Ils ne gagnent pas (beaucoup) d'argent, mais obtiennent

d'autres satisfactions telles que la « reconnaissance » des autres, les relations manifestées par les « cartes de visites » et les cartes d'« invitations » fièrement exhibées.

De plus, ils sont conscients qu'une sélectivité grandissante s'installe dans le champ journalistique. Cette sélectivité, non vécue comme une menace mais plutôt comme un espoir (les enquêtés sont souvent titulaires de deux maîtrises), ne semble pas affecter leur confiance en l'avenir. Les jeunes diplômés interrogés espèrent poursuivre dans le champ journalistique. Dans dix ans, ils espèrent bien avoir évolué : « être patron de presse », « grand reporter », « super Ebony », « diriger une rédaction », « avoir un journal », « diriger moi-même ma propre station. Pas une radio de proximité. Une vraie radio d'information » ; « bien comprendre et expliquer la politique (aux gens) » ; « être reconnu par mes pairs comme bon journaliste, comme bon nombre de journalistes qui n'ont jamais reçu de prix mais sont reconnus comme faisant partie des meilleurs. Il s'agit bien de projections sur ce qu'ils envisagent de devenir, leurs trajectoires imaginées dans le champ journalistique, espérant pour l'heure « ne pas mettre un terme [à leur stage ou CDD], afin de continuer à apprendre en attendant d'être embauché » (François). Les stratégies de maintien de ces jeunes dans le champ afin de conserver leur statut, ou de l'améliorer se résument finalement à la patience, à la docilité et au mimétisme.

D. Commentaires

Pour la formation des journalistes, il faut comprendre que la loi nouvelle tient compte de la large ouverture du champ journalistique : l'école de journalisme – au sens le plus noble et le plus réel du terme – n'est pas la seule voie d'accès au champ journalistique. En ce sens, la loi est moderne mais dans le même temps, elle laisse aux structures en place le soin de parfaire la formation du jeune journaliste. L'idée du pouvoir des journalistes, à la fois sur les politiciens et sur l'opinion publique est une motivation forte chez ces jeunes. Leur rapport à l'avenir dans le champ engage leurs orientations stratégiques selon leurs aptitudes et les opportunités supposées. En définitive, telles sont les raisons de leur engagement dans le journalisme, leurs stratégies de maintien dans le champ et leurs trajectoires imaginées.

III. Discussion

Ce travail exploratoire et nécessairement limité a mis en évidence l'importance de la rédaction (journal, radio, télévision) comme lieu de l'apprentissage tangible ou du parachèvement du journalisme. La période de stage du jeune diplômé et futur journaliste est cruciale dans l'acquisition des mécanismes, réflexes et « ficelles » du métier, et dans l'insertion, l'intégration et probablement le séjour durable de l'individu dans le champ journalistique. Notre approche du « milieu professionnel » journalistique indique la montée d'une prolétarianisation et d'une précarité dues au nombre grandissant de pigistes et CDD dont on peut penser qu'elle aura « des incidences sur leurs pratiques professionnelles et finalement sur la fabrication de l'information » (Balbastre 2007 : 489). Le champ journalistique ivoirien s'est radicalement transformé depuis la réinstauration du multipartisme en 1990 : dépendant « très directement de la demande, (...) est soumis à la sanction du marché, du plébiscite, peut-être plus encore que le champ politique [et est] très fortement soumis aux contraintes commerciales » (Bourdieu 1996 : 61-62). Le pôle commercial était perçu alors par les acteurs dominants du champ comme contraire au professionnalisme de la presse (Bahi 2004). Actuellement, la tendance paraît inversée et le commercial semble s'articuler au professionnalisme. En cela, il faut noter la perspicacité des observations faites sur le champ journalistique français (e.g. Champagne 2005).

La médiation des « encadreurs » et/ou des personnes auxquelles il s'identifie permet au jeune entrant d'intérioriser dans ce monde (Berger et Luckmann 1996) du journalisme, et d'accepter les épreuves avec résignation. Les jeunes s'insèrent donc bien dans une subculture et un lieu d'apprentissage du métier et d'un code de conduite. Cette phase de leur entrée dans la profession, permet objectivement aux employeurs d'observer leurs compétences et leurs capacités d'adaptation à l'entreprise. Le champ journalistique, en tant que communauté, est « une subculture et un lieu d'apprentissage d'un code de conduite » autant qu'« un élément essentiel de la délimitation d'un marché de travail » (Maurice cité par Ruellan 1992).

Au cours de cette période transitionnelle chez le jeune entrant s'ébauche et se négocie donc l'identité professionnelle du futur journaliste. Certains d'entre eux passeraient de la « lumpenintelligentsia » de la condition étudiante à une « intelligentsia prolétaroïde » (Accardo et al. 2007). Certes, l'identité n'est pas figée (immuable) mais, bien au contraire, évolutive. Cette période est délicate car elle met l'estime de soi du jeune à rude épreuve. La carte professionnelle joue un rôle essentiel car « elle fonctionne comme un attribut symbolique capable de déterminer des frontières là où le législateur ne les aurait pas imaginées » (Ruellan 1992). Si actuellement, la carte professionnelle limite peu l'accès au

champ journalistique, néanmoins elle procure au jeune une confiance en soi, un certain prestige et une plus grande crédibilité vis-à-vis des partenaires...

Paradoxalement, l'idée du pouvoir des journalistes sur la société globale y est très forte. Elle se nourrit de la compétence professionnelle à la fois garante de ce pouvoir et base même de la profession telles qu'ils se l'imaginent, corroborant ainsi d'autres observations sur la construction des professions (Ruellan 1997). Le pouvoir des journalistes, mythe journalistique moderne, est basé sur un faux raisonnement : la confusion volontaire du pouvoir des médias et de celui des journalistes. En effet, d'une part, la profession est éclatée et « traversée de tensions et de réalités différentes et contradictoires » ; d'autre part, les entreprises médiatiques, se professionnalisant de plus en plus, sont, dans la logique managériale et marketing, davantage enclines à évaluer les produits, y compris l'information, à l'aune de la rentabilité (Charon et Mercier 2003 : 23-25). Les journalistes ivoiriens s'interrogent sur l'identité professionnelle de leur groupe (agents de l'Etat ou agents de développement) depuis au moins les années 1980 (Koné 1989). Le multipartisme, raffermi cette interrogation en même temps que les manières de protéger cette identité qui, en particulier celle du journaliste politique, est en crise dans son rapport à la politique et à la République (Charon et Mercier 2003 : 27). C'est leur pratique même de la médiation entre les citoyens et le pouvoir politique, fondée par les idéaux républicains, qui est alors pointée du doigt (Mathien 2003 ; Bahi 2004, 2003, 2001).

Très hétéronome, le champ journalistique, « beaucoup plus dépendant des forces externes que tous les autres champs de production culturelle exerce lui-même une contrainte sur tous les autres champs, en tant que structure » (Bourdieu 1996 : 61-62). En Côte d'Ivoire, l'influence tangible du champ journalistique sur le champ politique pour la régulation du premier est manifeste. Le législateur (l'Etat) ivoirien a homologué l'action des institutions médiatiques dans la finalisation et/ou le perfectionnement de la formation des journalistes (Cf. loi de 2004). Les structures d'accueil doivent donc être « professionnelles », fiables, afin que leur formation pratique sur le tas, couronne celle plus théorique acquise dans les institutions universitaires et para universitaires faisant office d'école de journalisme.

Dans un tel contexte, il est donc concevable que les mêmes travers (défauts, tares) se reproduisent, les anciens plus chevronnés souvent désabusés contaminant en quelque sorte les nouveaux entrants. Ainsi, les allégations sur la fameuse vénalité, « de petite envergure mais constante » (Ruellan 1992), du journalisme « semble faire partie intégrante du fonctionnement quotidien des processus de production des médias » (loc. cit.). En particulier, les *per diem* ou prises en charges journalières octroyées par les organismes ou institutions organisant des

manifestations et sollicitant la presse pour leur couverture médiatique, gauchissent le travail journalistique : 1) le *per diem* , allant désormais de soi, il est difficile aux journalistes d'accepter de se rendre à des endroits réputés peu intéressants (abandonnés aux stagiaires plus jeunes et moins expérimentés) ; 2) la sphère politique et la sphère économique ayant des alliances au plus haut niveau, le journaliste se retrouve souvent pris dans un complexe politico financier. Certes, toutes les catégories¹⁵ actuelles de journalistes en Côte d'Ivoire n'ont pas le même rapport à l'argent et au pouvoir politique. Les fameux pots de vins et pratiques occultes, qui pointent les relations avec politiciens, restent difficiles à mettre en évidence. Peut-être faut-il se résoudre à admettre que l'intelligence entre les seigneurs de l'information et les élites (Rieffel 1984) est « la condition minimale de fonctionnement de l'information politique » (Ruellan 1992).

La rhétorique éthique et déontologique, la plus remarquablement utilisée en Côte d'Ivoire, argument de délimitation et de préservation d'un marché de travail (Ruellan 1992), tend à occulter le fait que les pratiques déviantes sont potentiellement exécutables par tous (Bahi 2004). C'est dans ce contexte d'un journalisme en manque de repères que se fait la socialisation journalistique des jeunes diplômés, l'enfance même du journalisme...

Nous posons donc l'hypothèse de l'existence d'un appareil non formel d'autoformation sur le tas, authentique bricolage sur soi-même qui, au-delà du devoir être, possède et partage des savoirs (techniques), des savoir-faire (des ficelles) et des savoir être. Au plan théorique, le concept de socialisation secondaire (Berger et Luckmann 1996) réduit les effets de boîte noire du concept de socialisation tout court dans l'analyse (Boudon 1999 : 83) et a des capacités heuristiques. Cette socialisation secondaire, en rupture par rapport à une socialisation primaire, voire contradictoire ou en conflit avec celle-ci, permet de comprendre pourquoi un individu se retrouvant occasionnellement dans le champ journalistique, peut y rester durablement ; il permet aussi de comprendre comment des jeunes pleins de principes et pleins d'illusions, en viennent à acquérir des raisons fortes d'agir dans un certain sens et donc à changer. Ce concept semble alors plus souple que celui d'*habitus* (Bourdieu 1984 : 133-136). Au plan méthodologique, l'articulation des concepts de champ et d'acteur apporte une certaine plasticité dans la conduite du travail de terrain dans la mesure où l'attention est résolument tournée vers l'initiative de l'individu. Mais le champ journalistique reste bien « une structure structurante » (idem), les raisons fortes d'agir étant ainsi précontraintes par la logique du champ.

La compréhension l'enfance du journalisme peut donc être intégrée à une anthropologie du quotidien dans laquelle il s'agit plus de mettre en œuvre un « regard

anthropologique » interdisciplinaire par nature qu'un terrain restreint et spécifique situé à l'intérieur des médias (Coman 2003 : 94-95, 99). L'interaction entre ces jeunes journalistes et l'environnement professionnel produit donc le journalisme actuel, voire celui de demain. De la salle de cours à la salle de rédaction, les jeunes diplômés n'apprennent pas seulement à « avoir peur », mais aussi à rechercher les « *gombos* », à « *bidonner* » et même à « *braconner* » pour reprendre le jargon propre au milieu journalistique ivoirien. Peu importe alors l'image idéalisée qu'ils se faisaient du métier, ce dont ils sont témoins et ce à quoi ils participent eux-mêmes, qui bien souvent reste ineffables ou inavouables. Ils déploient des stratégies pour se maintenir dans le champ. Leurs tribulations, l'investissement de leur temps et de leur propre argent, leur apparaissent alors comme une sorte de parcours initiatique voire de rite de passage, tout au moins comme un sacrifice nécessaire.

Referências bibliográficas

- Accardo, Alain., et al. (2007), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Agone, Paris.
- Bahi, Aghi (2001), « L'effet 'titrologue'. Une étude exploratoire dans les espaces de discussion des rues d'Abidjan », in *En Quête* n°8, PUCI, Abidjan (129-167).
- Bahi, Aghi (2004), *Les lanternes de la Cité. Ethique professionnelle de la presse plurielle en Côte d'Ivoire*, in Brunet, Martin-Blais –coord.- (2004), *Valeur et éthique dans les médias. Approches internationales*, Presse de l'Université Laval, Sainte Foy.
- Balbastre, Gilles (2007), *Précarité et fabrication de l'information*, in Accardo, Abou, Ballastre, Dabitch, Puerto –coord. – (2007), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Agone, Paris.
- Benson, Rodney, Neveu, Erik (2005), *Introduction: Field theory as a work in progress*, in, Benson, Neveu –coord.- (2005), *Bourdieu and the journalistic field*, Polity Press, Cambridge.
- Berger, Peter, Luckmann, Thomas (1996), *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris (or : 1986).
- Blé, Raoul (2000), « De la responsabilité éthique des médias et des journalistes en Côte d'Ivoire avant le coup d'état du 24 décembre 1999 », in *En Quête* n°7, PUCI, Abidjan (27-46).
- Blé, Raoul (2006), « La responsabilité socio-éthique des écoles de journalisme en Afrique », in *Revue du CAMES, Série B, Vol.7 – n°1*, Ouagadougou (89-96).
- Boudon, Raymond (1999), *Le sens des valeurs*, PUF, Paris, (or : 1999).
- Bourdieu, Pierre (1984), *Questions de sociologie*, Minuit, Paris (or : 1984).

Bourdieu, Pierre (1996), *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme, Raison d'agir*, Paris (or : 1996).

Bourdieu, Pierre (2002), *Propos sur le champ politique*, PUL, Lyon (or : 2000).

Bourdieu, Pierre (2005), *The political field, the social science field, and the journalistic field*, in Benson, Neveu –coord.- (2005), *Bourdieu and the journalistic field*, Polity Press, Cambridge.

Champagne, Patrick (2005), *The 'double dependency': The journalistic field between politics and markets*, in Benson, Neveu –coord.- (2005), *Bourdieu and the journalistic field*, Polity Press, Cambridge.

Charon, Jean-Marie, Mercier, Arnaud (2003), « Pour en finir avec 'le pouvoir des journalistes' », in *Hermès* n°35, CNRS, Paris (23-31).

Coman, Mihai (2003), *Pour une anthropologie des médias*, PUG, Grenoble (or : 2003).

Copans, Jean (2005), *L'enquête ethnologique de terrain*, Armand Colin, Paris (or : or 1999).

Crozier, Michel, Friedberg, Ehrard (1987), *L'acteur et le système*, Seuil, Paris (or : 1977).

Dan Moussa, Alfred (1996), *Liberté de Presse. Une arme au service de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur*, in Alabi –coord.- (1996), *L'état de la presse en Côte d'Ivoire*, UNJCI/OLPED Friedrich Ebert Stiftung, Abidjan.

Diégou, Bailly (1995), *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, L'Harmattan, Paris, (or : 1995).

Dubar, Claude (2004), *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, Paris, 3^{ème} édition (or : 2000).

Elias, Norbert (1981), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Pandora, Paris (or : 1970).

Giraud, Claude (1994), Concepts d'une théorie de l'action. Introduction raisonnée, L'Harmattan, Paris (or : 1994).

Habermas, Jürgen (1993), L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Payot, Paris (or : 1978).

Koné, Hugues (1998), « Mass-médias et multipartisme : exemple de la Côte d'Ivoire », in Fréquence Sud n°14, ESSTIC, Yaoundé (43-59).

Koné, Hugues (1989), La dynamique des médias dans les sociétés en mutations. L'exemple de la Côte d'Ivoire, Volume 1, Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Strasbourg.

Mathien, Michel (2003), « Les journalistes et le pacte républicain. Les fondements historiques de la professionnalisation », in Hermès, n°35, CNRS, Paris (121-129).

Moles, Abraham, Zeltman, Claude (1971), La communication. L'environnement culturel de l'homme, in Dumont, Baronian –coord.- (1971), La Communication et les mass media, Marabout, Paris.

N'Da, Paul (1999), Le drame démocratique sur scène en Côte d'Ivoire, L'Harmattan, Paris (or : 1999).

Nyamnjoh, Francis (2005), Africa's media, democracy and the politics of belonging, Zed Books, London (or: 2005).

OLPED (2001), Le Cahier de l'OLPED n°1, OLPED/Fraternité Matin, Abidjan

Rieffel, Rémy (1984), L'élite des journalistes, PUF, Paris (or : 1984).

Ruellan, Denis (1997), « Groupe professionnel et marché du travail du journalisme », Réseaux n°81, CNET, 08 avril 2005, <http://www.enssib.fr/autres-sites/reseaux-cnet/81/08-ruell.pdf>.

Ruellan, Denis (1992), « Le professionnalisme du flou », Réseaux n°51, CNET, 08 avril 2005, <http://www.enssib.fr/autres-sites/reseaux-cnet/51/02-ruella.pdf>.

Schnapper, Dominique (2005), La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique, PUF, Paris (or : 2005).

Tudesq, André-Jean, & al, 1998, Journaux et radios en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles, GRET, Paris (or : 1998).

Tudesq, André-Jean (1999), Les médias en Afrique, Ellipses, Paris (or : 1999).

UNJCI/Minicom (1995), Yakro' 95. Rapport général du séminaire sur « Presse africaine et élections » organisé par l'UNJCI, 22-24 septembre 1995, Yamoussoukro.

UNJCI (1999), Actes du séminaire sur le thème : « Les médias ivoiriens face aux élections de l'an 2000 », 14-17 octobre, Yamoussoukro.

Zio, Moussa (2003), « Crise en Côte d'Ivoire : responsabilité de la presse, impact de l'OLPED », IFJ, (05 novembre 2006, <http://www.ifj.org/default.asp?Index=1918&language=FR..>

Notes

¹ Les données d'enquêtes ou de suivi de cohortes d'étudiants (des universités et grandes écoles) en Côte d'Ivoire font défaut...

² « L'acteur est à la fois celui par qui l'inattendu se produit et celui par qui le même et le semblable se reproduisent » (Giraud 1994 : 92).

³ I.e. concurrence, stratégies, alliances, domination, gains, pertes, etc.

⁴ Elle se différencie ici d'une première vague de socialisation incluant l'éducation et le cursus scolaire *lato sensu*, quand bien même celle-ci ne forme pas nécessairement une unité, n'est pas forcément continue et peut être même être contradictoire ou faite de ruptures (Berger et Luckmann 1996). Ce choix théorique, purement heuristique, se justifie par la différence situationnelle de l'acteur induite par le passage à la vie « active » professionnelle.

⁵ Les journalistes professionnels ivoiriens ou en Côte d'Ivoire seraient 463 en 2004 selon l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire. Le dernier recensement (2001 ?) concernait les détenteurs de cartes d'identité de journaliste professionnel. Depuis lors, et jusqu'en 2006 au moins, la commission d'attribution de la carte n'aurait pas fonctionné... L'absence de sources statistiques fiables rend donc ardue toute description sociodémographique de cette population.

⁶ Durée maximum : six mois.

⁷ Contrat à Durée Déterminée (CDD) – 2 ans

⁸ Contrat de Prestataire Temporaire de Service Extérieur (CPTSE) – peut durer jusqu'à 3 ans.

⁹ Contrat à durée Indéterminée (CDI). Les jeunes journalistes en CPTSE seraient plutôt rares.

¹⁰ *Atalaku* : animateur, ambianneur dans les soirées congolaises en faisant les éloges des satrapes de la fête, ou enregistre des disques avec les orchestres en vogue. Le terme, récupéré par le français ivoirien signifie « louanges ».

¹¹ « Ventes d'épreuves », « tricheries », « falsifications de notes » « droits de cuisson », « filles mises enceintes » etc., un portrait à décourager les plus fortes vocations.

¹² Bureau International Catholique pour l'Enfance.

¹³ Mot *dioula*, récupéré dans le français de la rue qui signifie « sans valeur ».

¹⁴ Emission enfantine de la télévision ivoirienne.

¹⁵ A l'instar de la France (1930) il y a le journalisme comme : « ressource et identité sociale secondaires » ; ou « principal, voire exclusif » ; ou encore « activité double » ; (Ruellan 1997).